



COALITION CANADIENNE POUR
LA SANTÉ PUBLIQUE
AU 21^e SIÈCLE

LA SANTÉ PUBLIQUE COMPTE

Services éducatifs et de garde à l'enfance

Le Canada a besoin d'un gouvernement fédéral déterminé à investir de façon soutenue dans la santé publique à l'échelle du pays. La Coalition canadienne pour la santé publique au 21^e siècle, un réseau national de 24 organismes sans but lucratif, associations professionnelles, organismes caritatifs du domaine de la santé et organismes de recherches, exhorte le prochain gouvernement fédéral à investir dans des stratégies et des programmes favorisant la force et la santé des Canadiens et des Canadiennes, peu importe leur statut économique et social.

Relever la barre pour les enfants canadiens

Les soins à la petite enfance jouent un rôle important dans le développement des enfants et offrent un appui précieux aux familles qui ont de jeunes enfants; pourtant, le Canada n'a pas de programme national ni de démarche globale en matière de services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE). Alors que plus de 70 % des mères canadiennes (dont près de 13 % sont parents uniques) ont un travail rémunéré, il n'y a de places en services de garde réglementés que pour un peu plus de 20 % des jeunes enfants. Il est temps que le Canada fasse mieux.

Appel à l'action

La petite enfance est la phase la plus déterminante de la vie pour ce qui est de la qualité de la santé et du bien-être futurs; chaque enfant mérite le meilleur départ dans la vie. La Coalition exhorte le prochain gouvernement du Canada à s'engager à élaborer une stratégie nationale de services éducatifs et de garde à l'enfance qui donne accès à des SÉGE de qualité aux personnes qui en ont besoin, à un prix qu'elles peuvent se payer.

Pourquoi c'est important

Sans services éducatifs et de garde à l'enfance de haute qualité, beaucoup d'enfants commencent l'école sans avoir les compétences de base qu'il leur faut pour réussir. Les jeunes dans les quartiers à risque sont plus susceptibles de décrocher – 22 % c. la moyenne de 15 % – ce qui perpétue le cycle de la pauvreté.

Chaque dollar dépensé pour le développement des jeunes enfants permet d'épargner 9 \$ en dépenses futures pour contrer les problèmes sociaux et de santé... soit un rendement de 800 % du capital investi.

Les expériences négatives durant la petite enfance compromettent l'avenir en causant des problèmes de santé, de maladie mentale, d'échec scolaire, de chômage, de toxicomanie et de manque de préparation au rôle parental. L'absence de programmes de développement du jeune enfant peut coïncider plusieurs générations de familles dans ce cercle vicieux.

À seulement 0,25 % du PIB, l'aide publique du Canada aux jeunes enfants, à leurs familles et aux services éducatifs et de garde à l'enfance est la plus faible de tous les pays riches. La norme recommandée par l'OCDE est de 1 % du PIB.

Le Canada se classe 37^e sur 39 pays de l'OCDE pour ce qui est des dépenses publiques en soins à la petite enfance.

Relever la barre pour tous les Canadiens

Le coût actuel des services de garde varie entre 1 000 \$ par mois en Ontario et 150 \$ par mois au Québec, la moyenne étant de 685 \$ par mois.

Le programme de services de garde subventionnés du Québec procure un avantage économique généralisé à la population québécoise et a accru le PIB du Québec de 1,7 %. Pour chaque dollar dépensé en programmes et en soins à la petite enfance, le gouvernement provincial recueille 1,05 \$ en revenus provinciaux, et le gouvernement fédéral obtient 44 cents en n'ayant rien investi dans ces programmes.

Questions à poser aux candidats

1. Êtes-vous en faveur de la création d'une stratégie nationale de services éducatifs et de garde à l'enfance?
2. Quelles mesures précises votre parti prendra-t-il pour assurer un accès équitable à des services de garde de qualité, peu importe le niveau de revenu ou la région de résidence?
3. S'il est élu, votre partie travaillera-t-il en collaboration avec les provinces et territoires à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de services éducatifs et de garde à l'enfance?
4. Votre parti fera-t-il le nécessaire pour accroître les dépenses en services éducatifs et de garde à l'enfance à au moins 1 % du PIB afin de donner aux enfants canadiens le meilleur départ dans la vie?

À propos de la Coalition canadienne pour la santé publique au 21^e siècle

La Coalition canadienne pour la santé publique au 21^e siècle (CCSP21) est un réseau national d'organismes sans but lucratif, d'associations professionnelles, d'organismes caritatifs du domaine de la santé et d'organismes de recherche qui partagent le même but : améliorer et maintenir la santé des Canadiens. Formée en mai 2003, elle compte aujourd'hui 24 organismes membres.

Mandat

La CCSP21 promulgue des politiques publiques qui visent à instaurer des fonctions de santé publique adéquates et à diffuser de l'information afin de protéger et de promouvoir la santé et de prévenir les maladies et les blessures.

La CCSP21 veut aider les parties prenantes à collaborer pour l'avenir de la santé publique en lançant des idées et en proposant des orientations stratégiques pour susciter un débat dans la population et entre les décideurs.

Principes

- La santé publique est une responsabilité pancanadienne qui exige un leadership national et une approche coopérative entre les différents secteurs et les ordres de gouvernement.
- Le réseau de la santé publique s'occupe de la santé des populations; son mandat est complémentaire à celui du système de santé.
- Les approches de santé publique se prêtent particulièrement bien à la lutte contre les blessures et les maladies transmissibles et non transmissibles; pour avoir une population en santé, il faut aborder ces problèmes de façon intégrée.
- Les activités de santé publique peuvent soulager la pression sur le système de santé.
- Le financement de la santé publique est un investissement stratégique essentiel pour les Canadiens et l'économie canadienne.
- Le Canada a besoin d'une action et d'un investissement immédiats et soutenus en santé publique pour protéger, promouvoir et préserver la santé de tous ses habitants.

Relever la barre pour tous les Canadiens